

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 478 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Autres publications:
« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol

Journal bimestriel
No 478
Septembre - Octobre 2005
42^e année - Un expl.: 1 €, 3 FS, £1,
40 DA, 7 DH, 800 F CFA

DANS CE NUMERO

- Sur le Fil du Temps. Surhomme, dégonfle-toi !
- Non aux rafles, non aux expulsions! Solidarité avec les travailleurs étrangers!
- Vie du parti
- Grèves En Afrique du sud
- Grève de la faim à St-Nazaire
- La liquidation de Flextronics (Laval)
- Répression anti-prolétarienne et tentatives d'organisation indépendante à Gaza

LA GRÈVE À LA SNCM

Après 23 jours de grève, les travailleurs de la SNCM viennent de reprendre le travail, pratiquement sans avoir rien obtenu que quelques vagues promesses. L'ultimatum du gouvernement exigeant cette reprise du travail sous la menace de mise en faillite de l'entreprise a réussi, comme s'en réjouit toute la presse bourgeoise, qui se félicite aussi de la «responsabilité» des syndicats. Ceux-ci ont bien joué la comédie de la lutte dure devant la détermination des prolétaires, mais ils ne pensaient dès le départ qu'au sort de l'entreprise, pas à celui des travailleurs (voir ci-dessous la déclaration de Jean-Paul Israël dirigeant de la CGT des marins, un «dur» selon les journaux!). Lors du vote de Marseille préparé par les syndicats, les travailleurs avaient le choix dans un vote à bulletins secrets (technique classique pour noyer les plus combattifs) entre un bulletin marqué: «Oui à la reprise de l'activité pour éviter le dépôt de bilan» et un autre «Non à la reprise de l'activité = dépôt de bilan»! 73 travailleurs sur 592 votants ont eu la force de voter non malgré ce **chantage syndical**. Après ce vote le Syndicat des Travailleurs Corses appelait à son tour à la reprise en accusant la CGT d'avoir trahi le mouvement, mais en se gardant bien d'organiser un vote des 800 travailleurs de la SNCM de l'île!

Selon «Libération» les marins, conscients de la nécessité d'élargir le rapport de forces face à la détermination du gouvernement, avaient demandé «la généralisation du conflit». Cette extension s'était spontanément réalisée avec les actions de solidarité des travailleurs du Port Autonome de Marseille (PAM) et des dockers y compris des ports pétroliers après l'intervention des CRS. A la grève de ces différents secteurs pour leurs propres revendications, s'était ajoutée la grève des transports marseillais. La pression était telle que les syndicats avaient décidé d'une «journée d'action» à Marseille pour le samedi 15 (et une initiative similaire était prise en Corse). Mais il était clair qu'il s'agissait non pas d'unifier les luttes en cours, ni de les soutenir: pour éviter tout appel à la grève, les syndicats avaient décidé d'une manifestation le week-end, manifestation-procession qui devait servir d'enterrement aux luttes! Et c'est bien ce qui s'est passé. Les syndicats avaient déjà réussi à faire cesser la grève des tra-

(Suite en page 2)

Catastrophe de La Nouvelle Orléans : LE CAPITALISME, ÉCONOMIE DU MALHEUR !

Les Etats-Unis d'Amérique, la plus grande puissance impérialiste du monde, la source la plus importante de science et de technologie, l'écrasante machine de guerre à laquelle aucun pays ne peut résister, sont à genoux. Morts par milliers, réfugiés par centaines de milliers, destructions en tout genre, impuissance générale: ils n'ont rien pu faire face au cyclone Katrina!

De tout côté on a crié à la fatalité, à la nature qui se venge des dommages causés par l'homme et qui arrive à faire plier l'orgueilleuse Amérique. Mais en même temps les accusations ont commencé à pleuvoir contre le gouvernement Bush, si prompt à faire la guerre en Irak et à dépenser des milliards de dollars pour ce conflit, mais si réticent à investir dans la protection contre les inondations, les cyclones et les dommages - prévisibles et prévus - que peuvent causer les forces de la nature.

Les pays qui donnent sur le golfe du Mexique, des îles caraïbes à Cuba jusqu'aux Etats américains (Floride, Alabama, Missis-

sippi et Louisiane) sont naturellement exposés à la furie des ouragans qui se forment dans l'Atlantique avant de se heurter à la terre ferme avec toute leur violence; depuis toujours! Mais face à Katrina les puissantes ressources gigantesques du capitalisme américain n'ont rien pu faire. Malgré les prévisions des météorologistes, des géologues, de branches entières de la science, malgré les plans de protection civile étudiés jusque dans le moindre détail, malgré les projets de travaux sur les marais, les digues, les canaux, l'impavide machine à profit a échoué de manière criminelle: la catastrophe avec ses milliers de morts à la Nouvelle Orléans et dans ses environs (1) a un **responsable: le capitalisme!** La vertigineuse **course au profit** immédiat qui avait été la cause principale des presque 300.000 morts du tsunami de décembre dernier, est également la cause de l'épouvantable holocauste - surtout de prolétaires noirs! - du cyclone. En outre, les maigres dépenses prévues pour l'entretien des digues de la Nouvelle Orléans en parti-

culier, avaient été utilisées pour les dépenses de la guerre en Irak...

Katrina a mis en pleine lumière une réalité cachée des Etats-Unis: la **profonde misère des classes prolétariennes** et déshéritées, bestialement exploitées et systématiquement rejetées aux marges de la vie civile. Au courageux «sauve qui peut» lancé par le pétroprésident américain quelques jours avant que ne s'abatte le cyclone, a fait écho ensuite l'instauration de la **loi martiale** et son ordre de **tirer à vue** sur les pillards donné aux dizaines de milliers d'hommes de la Garde nationale et aux 40.000 soldats envoyés au bout d'une semaine pour défendre l'inviolabilité de la propriété privée! Mais pendant des jours et des jours des centaines de milliers de personnes qui n'avaient pu échapper au cyclone par manque de moyens, bloquées dans les villes inondées, sont restées sans électricité, sans nourriture et sans eau, isolées parmi les dé-

(Suite en page 2)

A 90 ans de la conférence de Zimmerwald

En septembre 1915, un peu plus d'un an après l'éclatement de la première guerre mondiale, avait lieu dans un petit village suisse (pays neutre) la première réunion de militants socialistes des différents pays en guerre.

C'était un événement dont l'importance historique ne peut être comprise si on ne se souvient pas que la déclaration de guerre avait vu la trahison ouverte d'à peu près tous les grands et moins grands partis socialistes: du jour au lendemain, toutes les sections de l'Internationale, à quelques glorieuses exceptions près, renièrent leurs discours contre la guerre, foulèrent au pied leurs professions de foi internationalistes pour adhérer à l'**union sacrée** avec leur propre bourgeoisie, contribuant de toutes leurs forces à l'enrôlement des prolétaires dans la boucherie impérialiste. Du jour au lendemain les prolétaires abasourdis virent les partis qui étaient censés représenter leurs intérêts de classe leur expliquer que ces intérêts devaient être sacrifiés devant un intérêt **supérieur** - l'intérêt de la patrie, commun

Mais cette conférence était, inévitablement sans doute, hétéroclite; les véritables révolutionnaires, groupés sous l'appellation de «Gauche de Zimmerwald», n'étaient qu'une minorité, essentiellement constituée par les bolcheviks. Lénine avait proposé à la conférence une résolution qui disait:

«La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme. Ce stade atteint par le capitalisme, est son stade suprême. Les forces productives de la société et l'importance du capital ont grandi au-delà des limites étroites des différents Etats nationaux. D'où la tendance des grandes puissances à asservir d'autres nations, à conquérir les colonies, en tant que sources de matières premières et débouchés pour l'exportation des capitaux. Le monde entier devient un organisme économique unique; le monde entier est partagé entre une poignée de grandes puissances. Les conditions objectives du socialisme sont parvenues à une maturité complète, et la guerre actuelle est une guerre des capitalistes pour des privilèges et des monopoles

susceptibles de retarder la faillite du capitalisme.

Les socialistes qui aspirent à libérer le travail du joug du capital et se font les champions de la fraternité universelle des ouvriers, luttent contre toute forme d'oppression et d'inégalité en droit des nations. A l'époque où la bourgeoisie était progressive, où le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug étranger était à l'ordre du jour de l'histoire, les socialistes, qui ont toujours été les démocrates les plus conséquents et les plus résolus, admettaient en ce sens, et en ce sens seulement, la «défense de la patrie». Aujourd'hui encore, si une guerre des nations opprimées contre leurs oppresseurs, les grandes puissances, éclatait dans l'Est de l'Europe ou dans les colonies, toute la sympathie des socialistes irait aux opprimés.

Mais la guerre actuelle a été engendrée par une époque historique toute différente, où la bourgeoisie, naguère progressive, est devenue réactionnaire. De la part des deux

à toutes les classes de la nation - et qu'il était de leur devoir d'aller pour cela tracter les prolétaires du pays ennemi et de se faire tracter eux-mêmes. Tous les idéaux d'union des prolétaires par-dessus les frontières, toutes les proclamations internationalistes, toutes les affirmations anti-capitalistes, anti-bourgeoises, anti-patriotes se révélaient au moment crucial n'avoir été que de la poudre aux yeux.

Il fallut de longs mois et d'innombrables difficultés pour que quelques dizaines de délégués (ils disaient alors plaisamment qu'un demi siècle après la fondation de la Première Internationale, il suffisait de 4 voitures pour transporter tous les internationalistes), venus de France, d'Allemagne, d'Italie, de Russie, de Pologne, des Balkans, de Hollande, de Suède, Norvège et Suisse (les britanniques n'ayant pu passer leur frontière), déclarent publiquement que l'internationalisme n'était pas mort, reprenant en plein massacre impérialiste le vieux cri du Manifeste:

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

groupes de puissances belligérantes, cette guerre est une guerre d'esclavagistes pour le maintien et le renforcement de l'esclavage: pour un nouveau partage des colonies, pour le «droit» d'opprimer d'autres nations, pour les privilèges et les monopoles du capital impérialiste, pour la perpétuation de l'esclavage du salariat par la division des ouvriers des différents pays et la répression réactionnaire de leurs aspirations. C'est pourquoi les discours sur la «défense de la patrie» tenus par les deux groupes belligérants sont une mystification du peuple par la bourgeoisie.

(...) La signification réelle du mot d'ordre de la «défense de la patrie» dans la guerre actuelle, c'est la défense du «droit» pour «sa» bourgeoisie nationale d'opprimer d'autres nations, c'est la politique national-libérale, c'est l'alliance d'une infime partie d'ouvriers privilégiés avec «leur» bourgeoisie nationale contre la masse des

(Suite en page 3)

Catastrophe de La Nouvelle Orléans : LE CAPITALISME, ÉCONOMIE DU MALHEUR !

(Suite de la page 1)

combres et les morts ou entassés dans le cloaque répugnant du *superdome*. Abandonnés à leur destin pendant des jours, condamnés à mourir de faim, de soif, de maladie, les plus téméraires se sont jetés sur les magasins ou les supermarchés pour y « voler » de quoi manger et boire.

En réalité les véritables pillards, ce ne sont pas eux, mais les capitalistes, les financiers, les pétroliers, les gros commerçants et industriels qui, par soif de profit ont détruit les défenses naturelles du territoire et contraint le Mississippi à suivre un cours qui n'était pas le sien.

C'est ainsi qu'avec l'absence d'organisation préventive pour l'évacuation des habitants prolétaires de la ville et l'incurie complète des secours, les ravages du cyclone ont été décuplés par l'action du capitalisme: le fleuve a repris son cours millénaire, les digues qui protégeaient les quartiers noirs ont rompu faute d'entretien, et avec elles ponts et routes. Imprévoyance? Déjà lors d'un cyclone précédent en septembre 2004 qui, par chance, avait au dernier moment évité la ville, les autorités avaient été critiquées parce qu'elles n'avaient rien prévu pour évacuer les habitants plus pauvres. En réaction, la municipalité avait produit... 30.000 cassettes vidéos à destination des quartiers populaires qui avertissaient, en cas de cyclone: «N'attendez pas l'intervention de la municipalité, n'attendez pas l'intervention de l'Etat, n'attendez pas l'intervention de la Croix Rouge (...), partez» (2). Difficile de dire plus clairement que les autorités de l'Etat et de la ville ne se souciaient pas le moins du monde du sort des prolétaires. Peut-être d'ailleurs est-ce pour cela que ces cassettes n'ont même jamais été distribuées...

Un journaliste américain venu dans la ville pour faire un reportage sur l'arrivée du cyclone témoigne: «Comme je demandais à l'officier de police posté à l'Hôtel où je résidais qui était encore en ville, elle répliqua: "les seules personnes qui sont encore à la Nouvelle Orléans sont pour la plupart des criminels que nous essayons de faire sortir de la ville depuis des décennies. Si les digues cèdent, Mère Nature portera un insigne de shériff!"» (3). Un député de Bâton Rouge (la capitale administrative de la Louisiane) n'a pas craint d'affirmer publiquement: «Enfin,

les cités de La Nouvelle Orléans ont été nettoyées. Ce que nous n'avons pas su faire, Dieu s'en est chargé», affirmation à laquelle fait écho celle du maire de la Nouvelle Orléans (un riche patron noir): «Pour la première fois, notre ville est débarrassée de la drogue et de la violence, et nous entendons bien la conserver dans cet état» (4).

Massacre annoncé ! Capitalisme assassin !

Mais ce qui est arrivé pour toutes les catastrophes passées, arrive aussi pour la catastrophe du cyclone Katrina: banques, sociétés immobilières et entreprises de construction après avoir fait rapidement le compte des dégâts, se précipitent maintenant pour établir des projets de reconstruction où il y aura des milliards à gagner (on évoque le chiffre de 200 milliards de dollars pour la reconstruction): le business ne doit pas s'arrêter!

Le capital ne verse que des larmes de crocodile pour les morts; de toute façon il était trop préoccupé à remettre au plus vite en état les forêts de plate-forme pétrolières, les raffineries, les pipelines ou les installations portuaires de la Nouvelle-Orléans (le premier port américain en tonnage), pour s'intéresser au sort de la population (dont les survivants sont aujourd'hui expulsés manu militari pour laisser place nette aux reconSTRUCTEURS, parmi lesquels l'entreprise dont le vice-président Cheney était un dirigeant, semble, comme en Irak avoir emporté la plus grande partie des contrats déjà passés)...

L'ÉCONOMIE DU MALHEUR

Sous le capitalisme, et en particulier quand la concurrence internationale se fait plus aiguë à tous les niveaux, il n'y a pas de digue qui puisse tenir, il n'y a pas de canal qui puisse supporter la puissance de fleuves en crue, il n'y a pas de protection possible aux phénomènes naturels de grande ampleur: tout simplement parce que tout cela représente pour le capital des dépenses improductives dont le poids pèse de façon intolérable sur les profits.

La catastrophe qu'a connue la Nouvelle-Orléans et ses environs était depuis des années officiellement décrite comme le risque n°1 de catastrophe aux Etats-Unis, avant un tremblement de terre à San Francisco.

La région a déjà connu inondations catastrophiques du Mississippi en 1927.

Alors, pour épargner les quartiers bourgeois et «sauver le commerce» de la ville, les dirigeants de la Nouvelle Orléans décidèrent de faire sauter les digues à la dynamite, afin que le flot s'écoule dans les zones basses; mais c'étaient les zones d'habitation de la population noire, petits paysans et travailleurs agricoles employés sur les plantations. 2000 personnes environ périrent noyées, sacrifiées aux intérêts bourgeois, tandis que des milliers d'autres devinrent du jour au lendemain des sans-abris et furent contraintes de quitter la région pour trouver du travail et un logement.

80 ans plus tard ce sont toujours les intérêts bourgeois, les intérêts immédiats du capital qui dictent les décisions des autorités au mépris complet des besoins et des intérêts des masses déshéritées et prolétariennes.

Après des années et des années de discussion sur la façon de se protéger de graves inondations qui tôt ou tard devaient se reproduire selon l'avis général, un projet de protection de toute la Louisiane avait fini par être adopté en 1998.

Mais il n'a pas eu le moindre début de réalisation car il aurait coûté, en tout, sur une dizaine d'années 14 milliards de dollars: dépense trop importante et trop improdutive pour le capital, même si elle aurait permis d'épargner quelques milliers de vie prolétariennes! Pourtant ce chiffre, important sans aucun doute, est à mettre en rapport avec les dégâts causés par l'ouragan qui sont estimés à plus de cent milliards de dollars; ou aux profits des 4 plus grandes sociétés pétrolières opérant dans la région pour la seule année 2004: près de 73 milliards de dollars, soit cinq fois plus, ou aux coûts de la guerre en Irak, évalués selon certaines estimations à près de 5 milliards de dollars par mois! Les crédits pour l'entretien des digues n'ont au contraire pas cessé d'être réduits au cours des dernières années, en même temps que croissaient les bénéfices des entreprises capitalistes dans tout le pays - et le nombre de pauvres.

De même que les intellectuels bourgeois intelligents avaient prévu depuis longtemps ce qui est arrivé, de même aujourd'hui d'autres avertissent qu'avec le réchauffement de la planète ce genre de catastrophes risque de se reproduire; et ils préconisent comme solution le recours à des sources d'énergie dites renouvelables, moins polluantes, ainsi qu'à des accords internationaux entre gouvernements de bonne volonté pour diminuer ces risques. Evidemment ils ne disent pas un mot du mode de production qui est à la base des politiques économiques des différents Etats. C'est la vieille chanson du capitalisme à visage humain qui pourrait concilier soif du profit et satisfaction des

besoins humains, exploitation des ressources naturelles et respect de l'environnement...

Mais tant que les lois qui régissent la société sont les lois du capital, les lois du marché, de l'argent, du salariat, elle ne peut échapper aux destructions, aux gaspillages et aux pillages, à l'exploitation et à la loi de la jungle comme le démontre toute l'histoire de cette société bourgeoise: histoire d'oppressions et de guerres, de catastrophes et de saccage de la nature.

Il n'y a pas d'autre solution que la destruction de cette société, la destruction d'un mode de production qui aiguise les antagonismes entre les classes, qui engendre les rivalités entre entreprises, institutions et Etats, qui a édifié un pouvoir politique et militaire destiné à la défense des réseaux d'intérêts des diverses fractions capitalistes; un pouvoir politique aveugle aux besoins vitaux de l'écrasante majorité de la population mondiale parce qu'il est l'instrument de la défense des privilèges de la classe dominante bourgeoise.

La révolution des opprimés, des prolétaires, est la seule voie pour que l'humanité échappe à l'interminable série des catastrophes et des guerres que lui inflige le capitalisme, pour qu'elle en finisse à jamais avec ce mode de production criminel et instaure une société sans classes, sans exploités ni exploités, et en harmonie avec la nature:

le communisme !

(1) Les autorités de Louisiane avaient avancé à un moment l'estimation de plus de dix mille morts. Cette estimation a par la suite disparu et au moment où nous mettons sous presse on ne parle plus officiellement que d'un millier de morts. Cependant on peut relever dans la presse des indications qui laissent penser que le chiffre exact est bien plus élevé; c'est ainsi que le maire d'une petite ville des environs de la Nouvelle Orléans affirme que le nombre des victimes est dans sa ville 4 fois plus élevé que le chiffre officiel.

(2) cf «Un capitalisme de catastrophe», Le Monde Diplomatique, octobre 2005

(3) «Le Monde 2» n° 82, 10-16 septembre 2005.

(4) Le Monde Diplomatique, op. cit. L'auteur écrit: «nul n'ignore que les élites économiques locales et leurs alliés de l'Hôtel de ville ne rêvent que d'expulser les plus pauvres, auxquels ils attribuent le taux élevé de délinquance», bien entendu pour réaliser des opérations immobilières fructueuses.

LA GRÈVE À LA SNCM

(Suite de la page 1)

vailleurs du PAM («on est des gens responsables, on ne veut pas couler l'économie» - Joël Meli, responsable CGT-PAM) et préparé les esprits à l'appel à la reprise en mettant l'accent sur le risque de mise en faillite de l'entreprise, faisant ainsi ouvertement le jeu du gouvernement au lieu de préparer les travailleurs à lui répondre sur le seul terrain possible: la poursuite et l'extension de la lutte.

En réalité l'«intransigeance» gouvernementale n'a été possible que grâce à la collaboration implicite et explicite des syndicats, et en premier lieu la CGT (ne parlons pas des syndicats jaunes comme FO). La presse a longuement brodé sur un soi-disant caractère «combatif» et «dur» de la CGT marseillaise par rapport à une direction confédérale plus «souple». Il est vrai que la CGT des Bouches-du-Rhône a fait partie des structures qui ont mis en échec la direction nationale dans la question du référendum européen, en l'obligeant à prendre partie pour le non. Mais démonstration est faite à nouveau que les partisans du non n'étaient pas du côté des

prolétaires: les dirigeants CGT de la SNCM (et des autres entreprises), comme les dirigeants nationaux, sont des collaborateurs, des gens pour qui l'intérêt de l'entreprise, de l'économie, de la nation passera toujours avant l'intérêt des travailleurs. C'est pourquoi ils ont dans les faits saboté la lutte des travailleurs de la SNCM et l'ont conduite à la défaite.

Les prolétaires ont perdu une bataille

SOLIDARITÉ DE CLASSE AVEC LES TRAVAILLEURS DE LA SNCM !

Contre les travailleurs de la SNCM en lutte, le gouvernement a recours aux grands moyens répressifs: les CRS, les commandos anti-terroristes du GIGN et la Marine nationale. A la suite des appels des grands médias et des politiciens bourgeois à la «restauration de l'ordre et de l'Etat», les forces militaires pour la première fois depuis le gouvernement du socialiste Bérégovoy (à l'époque pour casser une grève des camionneurs) sont entrées en action pour arraisonner un bateau occupé par ses marins et le mener dans les installations militaires du port de Toulon. Cette opération à grand spectacle menée devant les objectifs des caméras de télévision a pour but de faire capoter le mouvement de grève en intimidant les grévistes - mais aussi d'intimider tous les prolétaires qui seraient prêts à suivre cet exemple.

et ils devront en tirer l'indispensable leçon: pour vaincre, il est nécessaire de prendre en main ses luttes, de s'organiser de façon indépendante, de ne pas laisser le mouvement entre les mains des appareils syndicaux spécialisés dans la collaboration des classes. Mais ils devront aussi se défier des faux amis comme la LCR (qui devient de plus en plus un simple appendice du réformisme «noniste») ou LO, qui n'ont pas eu un mot dans leurs journaux, tracts ou communiqués pour mettre en garde les travailleurs contre

l'orientation des syndicats, qui ont fait comme eux du statut juridique de l'entreprise et non des intérêts des travailleurs, l'objectif central (part majoritaire de l'Etat dans le capital de la SNCM) et qui ne savent maintenant qu'apporter des couronnes funéraires après la fin de la grève.

C'est indépendamment et contre toutes ces forces antiproletariennes que devra renaître demain l'organisation ouvrière de classe!

(ci-dessous le tract que nous avons diffusé lors de cette grève).

Les travailleurs de la SNCM en effet ne font que se défendre face aux capitalistes: le fonds d'investissement patronné par un proche de Villepin à qui le gouvernement du même Villepin vient d'attribuer la compagnie pour un prix... d'ami, a clairement annoncé «350 à 400 suppressions d'emplois» sur les 2400 existants (ce qui probablement ne serait qu'une première charrette). Les déclarations gouvernementales selon lesquelles l'Etat pourrait conserver une participation minoritaire dans la compagnie ne doivent pas faire illusion: cela ne changerait rien aux attaques antiproletariennes, aux futurs licenciements, mais ce serait simplement une aide supplémentaire... au futur patron! Quant aux dirigeants du syndicat CGT des marins, ils annoncent déjà qu'ils sont plus intéressés par la défense de l'entreprise que par la défense des travailleurs: «regardons d'abord ce que pourraient être le pourtour et l'avenir de l'entreprise. Définissons ensuite le cahier des charges. Si ces conditions sont réunies, nous serions

A 90 ans de la conférence de Zimmerwald

(Suite de la page 1)

prolétaires et des exploités. Les socialistes qui mènent cette politique sont en fait des chauvins, des social-chauvins. La politique consistant à voter les crédits militaires et à entrer dans les ministères, la politique de la paix sociale, etc. est une trahison du socialisme. L'opportunisme, engendré par les conditions de l'époque "pacifique" révolutionnaire, a maintenant accompli sa rupture complète avec le socialisme et est devenu un ennemi avéré du mouvement de libération du prolétariat. La classe ouvrière ne peut atteindre ses objectifs d'une portée historique mondiale sans mener la lutte la plus résolue contre l'opportunisme et le social-chauvinisme déclarés (la majorité des partis social-démocrates de France, d'Allemagne et d'Autriche, Hyndman, les Fabians et les trade-unionistes en Angleterre, Roubanovitch, Plekhanov et "Nacha Zaria" en Russie, etc.), ainsi que contre le "centre" qui a cédé les positions du marxisme au chauvins.

(...) La guerre crée une situation révolutionnaire; elle engendre un état d'esprit révolutionnaire et une effervescence révolutionnaire dans les masses; elle suscite partout, dans la meilleure partie du prolétariat, une prise de conscience du danger mortel que représente l'opportunisme et accentue la lutte contre ce dernier. (...) En utilisant cet état d'esprit pour leur agitation révolutionnaire, sans se laisser arrêter par l'idée de la défaite de "leur" patrie, les socialistes ne tromperont pas le peuple par l'espoir illusoire d'une paix prochaine de quelque durée, démocratique et excluant l'oppression des nations, par l'espoir du désarmement, etc., sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels. Seule la révolution socialiste du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations.

La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le

prolétariat, pour la réalisation du socialisme» (1).

Ce langage ouvertement révolutionnaire n'était pas du goût de la majorité des participants. La plus grande partie des présents, soit 19 à 20 délégués, faisait partie de l'aile droite de la conférence: les allemands (Liebknecht, véritable porte-parole de l'extrême-gauche n'avait pu qu'envoyer une lettre), les français, les mencheviks russes, etc. La gauche ne regroupait que 8 délégués autour des bolcheviks, tandis qu'un petit groupe intermédiaire rassemblait 5 à 6 membres (dont Trotsky). Certains, à droite, comme le député allemand Ledebour, refusaient même de s'engager à ne pas voter les crédits de guerre, tandis que d'autres ne voulaient pas renoncer à la conception de la défense de la patrie (c'était le cas pour un Khristian Rakovsky qui fut pourtant par la suite un dirigeant communiste d'une valeur indiscutable) et que la plupart (comme Trotsky) s'opposaient au **défaitisme révolutionnaire** de Lénine. Cependant ce n'est que par 19 voix contre 12 que fut repoussée sa résolution et le Manifeste finalement officiellement adopté allait beaucoup plus loin que n'étaient prêts à l'accepter au départ la majorité des participants.

C'est pourquoi Lénine pouvait apprécier cette conférence comme «un premier pas»:

«Dans cette période de crise extrêmement grave provoquée par la guerre, le mouvement socialiste international se développe lentement. Il se développe néanmoins, et ce dans le sens d'une rupture avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. La Conférence de Zimmerwald qui s'est tenue du 5 au 8 septembre 1915, l'a clairement montré. Durant toute une année, on avait pu constater parmi les socialistes de tous les pays belligérants et des pays neutres une phase d'hésitation et d'attente: ils n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes toute la profondeur de la crise, ils ne voulaient pas voir la réalité en face, ils remettaient à plus tard de mille manières la rupture avec les opportunistes et les partisans de Kautsky [le théoricien de la social-démocratie allemande, personnifiant le "centrisme" qui camoufle derrière des phrases marxistes son alignement sur l'"opportunisme" contre-révolutionnaire - NdIR], qui prédominent dans les partis officiels d'Europe occidentale. Mais le jugement que nous avons porté sur les événements il y a un an (...) s'est révélé juste; les événements en ont démontré le bien-fondé; ils se sont déroulés de telle façon qu'à la première conférence socialiste internationale étaient représentés les éléments protes-

taires de la minorité (...) qui agissaient à l'encontre des décisions des partis officiels, c'est-à-dire, pratiquement, en scissionnistes» (2).

Ce à quoi Lénine fait ici allusion, c'est à la nécessité de la rupture non seulement **politique** mais **organisationnelle** avec le réformisme (qu'on désignait sous le nom d'opportunisme), c'est-à-dire de la **scission** dans les partis socialistes et l'Internationale pour constituer de nouveaux partis et une nouvelle Internationale véritablement marxistes et révolutionnaires, nécessité que les bolcheviks avaient été longtemps les seuls à comprendre et que seuls ils mettaient inlassablement en avant.

Analysant ensuite en détail le Manifeste, Lénine souligne ses limites: «Le manifeste adopté marque un pas en avant vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Mais en même temps, comme l'indique son analyse, il pêche par inconséquence et insuffisance»; par exemple:

«Voici un fait d'une importance historique mondiale, la faillite de toute l'Internationale, un tournant dans toute une époque, et nous **craignons** de dire aux masses qu'il faut chercher et découvrir la vérité, qu'il faut penser les choses jusqu'au bout, qu'il est absurde et ridicule de supposer que le Bureau socialiste international [l'organe suprême de l'Internationale - NdIR] et plusieurs partis ont fait faillite **sans** que ce phénomène se rattache à la longue histoire de la naissance, du développement, de la maturation et du **pourrissement** du courant opportuniste européen, lequel a de profondes racines économiques, profondes dans le sens d'une liaison étroite non pas avec les masses, mais avec une couche déterminée de la société.

Abordant la "lutte pour la paix", le manifeste déclare: "cette lutte est une lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme", et on explique plus loin qu'à la guerre, les ouvriers se sacrifient "au services des classes dominantes" alors qu'il importe de se sacrifier "**pour sa propre cause**" (souligné deux fois) "pour les buts sacrés du socialisme". (...) Toutes ces idées reprennent cette thèse fondamentale de notre résolution que la lutte pour la paix **sans** lutte révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère, et que la seule voie permettant de nous délivrer des horreurs de la guerre est la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Là encore c'est la même carence, la même inconsistance, la même pusillanimité: on appelle les masses à **suivre l'exem-**

ple des militants révolutionnaires, (...) on proclame la nécessité d' "éveiller l'esprit révolutionnaire"... **sans parler franchement, ouvertement, nettement, des moyens révolutionnaires de lutte.**

Notre Comité central devait-il signer ce manifeste qui pêcha par son inconséquence et sa timidité? Nous pensons que oui. Notre désaccord - je ne parle pas seulement du Comité central mais aussi de toute la gauche **internationale, marxiste révolutionnaire**, de la Conférence - est consigné ouvertement dans une résolution spéciale, dans un projet de manifeste spécial, dans une déclaration spéciale au sujet du vote du manifeste de compromis. Nous n'avons pas dissimulé un iota de nos opinions, de nos mots d'ordre, de notre tactique. (...) Nous avons répandu, nous répandons et nous continuerons à répandre nos idées aussi largement que sera répandu le manifeste. C'est un fait que ce dernier constitue **un pas en avant** vers la lutte effective contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui. Ce serait du sectarisme que de renoncer à ce pas en avant **avec** la minorité des Allemands, des Français, des Suédois, des Norvégiens et des Suisses, quand nous conservons l'entière liberté et l'entière possibilité de critiquer l'inconséquence et de chercher à obtenir davantage. Ce serait une mauvaise tactique de guerre que de refuser de marcher avec le mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme sous prétexte que ce mouvement est trop lent, qu'il fait "seulement" un pas en avant, qu'il est prêt et disposé à faire demain un pas en arrière et à rechercher une conciliation avec l'ancien Bureau socialiste international. La disposition à s'entendre avec les opportunistes n'est pour le moment qu'un souhait, et rien de plus. Les opportunistes y consentiront-ils? La paix est-elle possible, **objectivement**, entre les courants du social-chauvinisme, du kautskisme et du marxisme internationaliste révolutionnaire, qui divergent de plus en plus? Nous pensons que non, et nous continuerons à appliquer notre ligne politique, encouragés par le succès qu'elle a remporté à la conférence du 5 au 8 septembre».

Ce petit article de bilan illustre bien, non seulement la portée et les limites de la conférence de Zimmerwald, à un moment où il s'agissait à la fois de lancer un signal aux prolétaires englués dans une guerre fratricide et de faire le premier pas vers la reconstitution du parti de classe international, vers le regroupement des forces authentiquement révolutionnaires, mais aussi la méthode suivie par les bolcheviks: cristallisation du pôle marxiste et maintien sans compromis de son indépendance politique, critique sans concession de toutes les faiblesses et limites de la conférence dues aux éléments indécis et droitiers, mise en garde publique contre la tendance de tout un courant à se tourner vers le réformisme.

Bref, l'inverse du frontisme et de l'unitarisme sans principe qui règnent aujourd'hui parmi les disciples autoproclamés de Lénine!

Il faudra encore plusieurs années de lut-

(Suite en page 4)

alors enclins à envisager un plan social acceptable» («L'Humanité», 28/9/5). C'est un langage de larbin au service des patrons!

Contre cette attaque ouverte de l'Etat et des capitalistes, la solution ne peut pas consister à s'en remettre à de «véritables négociations» avec les auteurs de cette attaque (ni d'ailleurs à la chimère d'une régionalisation de la compagnie que prônent les bourgeois corses). Il est possible de faire reculer l'Etat et les capitalistes, mais à la condition d'établir un rapport de forces réel: **sans les travailleurs, aucune entreprise ne peut fonctionner.** Il n'y a donc pas d'autre solution efficace et réaliste pour **empêcher tous les licenciements** que la lutte ouverte, que la grève et l'occupation des locaux, y compris les navires, pour bloquer réellement le trafic et empêcher que des jaunes sabotent le mouvement.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA SNCM EST CELLE DE TOUS LES PROLÉTAIRES !

Les dockers et travailleurs du Port Autonome de Marseille, de Bastia, des terminaux pétroliers de Fos et Lavéra qui se sont joints aux grévistes de la SNCM ont bien compris que les attaques contre les salariés de la SNCM ne sont pas un fait isolé. Partout les licenciements et les menaces de licenciements se succèdent tandis que les conditions de vie et de travail se dégradent et que le gouvernement, serviteur empressé des bourgeois et des patrons dont les profits atteignent des records, **généralise la précarité, accroît la répression** contre les travailleurs qui luttent et cherche à **diviser les prolétaires** en répandant le nationalisme et en désignant les travailleurs étrangers comme des boucs-émissaires.

Dans l'affaire des licenciements à Hewlett-Packard, le gouver-

nement a fait des déclarations théâtrales contre les dirigeants américains de l'entreprise, que les dirigeants syndicaux (qui se sont dits prêts à accepter un plan social s'il n'y avait «que» quelques centaines de licenciements!) se sont empressés de saluer alors que ce n'était que de la **poudre aux yeux**. Quand STM, entreprise électronique franco-italienne géante créée avec les subventions de l'Etat, va supprimer un millier d'emplois en France, il n'y a, comme par hasard, plus aucune menace de demander à l'entreprise de rembourser ces subventions!

Chez Hewlett-Packard, à la STM comme à la SNCM et partout, les travailleurs ne peuvent compter pour se défendre que sur leur propre force, que sur leur propre détermination, que sur leur propre lutte et sur la solidarité entre tous les prolétaires. Les rituelles journées d'action, les manifestations-processions, suivies de sages «négociations» entre partenaires sociaux dont les dirigeants syndicaux se sont fait une spécialité, n'ont **jamais servi à rien**. Faire échouer les attaques toujours plus grandes des patrons et de l'Etat bourgeois à leur service est possible, mais seulement en utilisant des méthodes de lutte réelles, les **méthodes de la lutte de classe**, basées sur la **défense exclusive des intérêts des travailleurs et non ceux de l'entreprise ou de l'économie régionale et nationale**, sur l'**organisation et l'union entre travailleurs de toutes entreprises, de toutes corporations, de toutes nationalités.**

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS EN LUTTE!

VIVE LA LUTTE ET L'ORGANISATION DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME !

29/9/2005

« Il Comunista »

n° 96 (Bimestrale) Luglio 05
Nell'interno

- Distingue il nostro partito • Sul rinnovo contrattuale del pubblico impiego • A proposito di Cefalonia. La propaganda borghese dell' «orgoglio nazionale» • Peculiarità dell'evoluzione storica cinese • Sulla questione parlamentare e sulle ragioni del nostro astensionismo (II) • Le battaglie di classe della Sinistra comunista. 1923. Il processo ai comunisti in Italia. Il governo fascista prende di mira militanti ed esponenti del partito comunista d'Italia, allora guidato dalla Sinistra (3) • Una parola su fecondazione assistita e referendum

Sur le Fil du Temps SURHOMME, DÉGONFLE-TOI !

Cet article, publié sur le n°8 de 1953 de «Il Programma Comunista», journal alors du parti, fait partie de la série des «Fils du Temps» écrits par Amadeo Bordiga pour combattre la notion typiquement bourgeoise selon laquelle ce serait les individus d'exception, les «grands hommes» qui feraient l'histoire.

En réalité tous ces supermen, ces surhommes ne sont bien souvent que des baudruches gonflées par la propagande; dans le meilleur des cas l'importance que revêt à tel ou tel individu est le produit de causes historiques bien déterminées. Comme disait Engels, si Napoléon n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer. Et c'est d'ailleurs ce qui s'est passé! Les membres du

Directoire à la recherche d'une «bonne épée», d'un chef militaire à qui remettre le pouvoir pour des raisons de stabilité sociale, avaient d'abord choisi, nous dit Plekhanov (1) un général plus brillant et plus populaire que Buonaparte, le général Joubert (aujourd'hui bien oublié!). Mais celui-ci ayant commis la bêtise de se faire tuer par un boulet de canon, il leur fallut se rabattre sur un second choix, ou plutôt un troisième ou un quatrième choix (d'autres généraux furent pressentis avant qu'on se fixe sur le Corse)...

Le précédent article de cette série - «Le Battilocchio dans l'histoire» - a été publié sur le n° 477 du «Prolétaire».

Il existe deux concepts devant lesquels s'inclinent servilement les philistins: l'Etat et le Moi.

Nous combattons férocement tous les cultes fondés sur ces deux objets de la prostration générale, mais nous ne soutenons cependant pas qu'il s'agit de pures et simples manipulations de l'imaginaire des hommes. Ce sont des constructions réelles apparues au cours de l'histoire qui ont eu des effets matériels de toutes sortes et d'une très grande portée, et cela tant pour ce qui est des divers types d'Etats, que pour les grands Chefs et penseurs de tous les peuples et de toutes les époques.

Après avoir résolu l'énigme de la dynamique de ce formidable facteur qu'est l'Etat, la théorie marxiste termine par sa mise au rebut. Ce que nous voulons établir, c'est qu'il en va de même pour le Moi au sens où les philosophes l'ont jusqu'ici compris, c'est-à-dire non seulement comme le sujet qui serait éternel et absolu dans tout animal humain, mais comme l'entité immatérielle et impondérable qui animerait l'Homme avec un grand H, le grand Chef, le grand capitaine, l'innovateur qui apparaît à chaque page de l'histoire officielle.

Tout comme l'Etat, cette «forme» du chef repose sur une base matérielle et exprime l'action des formes physiques; mais nous nions qu'elle ait une fonction absolue et éternelle. Nous avons établi qu'elle est un produit **historique** qui n'existe pas à certaines époques; apparue dans certaines conditions, elle disparaîtra dans d'autres.

Marx a annoncé à l'Etat moderne que son destin est d'être renversé et mis en pièces. Avec Engels il a défini comme une lente disparition le destin de l'Etat révolutionnaire qui lui succédera. Le même destin revient au Moi d'exception: dépérir, se vider, se dégonfler, se dissoudre (sich auflösen), s'éteindre (sich aufloeschen) selon les paroles d'Engels. Lénine a utilisé un autre terme expressif: mettre en sommeil.

Nous reliant au Fil du Temps précédent sur le *Battilocchio dans l'histoire*, nous voulons démontrer précisément, avec des motifs strictement déterminés, comment la fonction du «Battilocchio» (comme nous avons appelé le Surhomme, le Moi exceptionnel, l'individu «hors classe») qui a eu jusqu'ici un rôle réel, disparaîtra avec la révolution communiste en même temps que toutes les autres caractéristiques de la société de classes.

Mise en sommeil des grands hommes! L'apostrophe à lancer à leurs ultimes exemplaires, c'est donc le classique «couché!», Battilocchio, au lit!

Il faut cependant relever une différence. La révolution prolétarienne doit se servir du dur et sanglant outil de l'Etat de classes, et s'en servir à fond dans une dictature dont l'utilité ne se dissimule pas sous de doux mensonges démocratiques, mais est ouvertement proclamée - avant d'en arriver au stade où, comme dit Engels, il sera relégué au musée des antiquités. Mais de l'outil Battilocchio, lui, devenu vraiment crasseux et répugnant, nous pouvons nous en libérer **avant** la chute du capitalisme. Dès que la classe prolétarienne apparaît dans l'histoire, elle peut et elle doit substituer à la «forme» du Chef celle qui lui appartient en propre: le **parti de classe**. C'est pourquoi Lénine rap-

pelle si souvent la phrase du «Manifeste»: les postulats des communistes ne reposent pas sur des idées ou des principes découverts par des réformateurs sociaux.

Il ne s'agissait pas du manifeste de Karl Marx ou de Karl Marx et Friedrich Engels, mais du **Manifeste du parti communiste**. Dès lors nous pouvons avancer sans aucun battilocchio. Malheureusement il en a surgi de toutes parts et c'est à leurs rôles toujours contre-productifs que sont dus les échecs répétés; échecs cependant inévitables, car toute forme a son inertie historique, et celle des battilocchi, plus résistante que les punaises au DDT, s'adapte, avec une virulence désespérée, aux désinfectants les plus puissants.

HIER

Naturalis historia

Comment la fonctionnalité pratique des regroupements d'individus, qui se sont formés depuis qu'existe l'espèce humaine, s'engrène-t-elle sur la personne particulière d'un Chef dont tous les autres acceptent les enseignements ou suivent les ordres? Pour le philistin habituel, c'est là un fait «naturel», un rapport qui s'établirait en tout lieu et à tout moment parce qu'il serait immédiat et nécessaire. Si un groupe d'individus était déposé dans un coin perdu du cosmos par une fusée interplanétaire et livré à lui-même, un Chef apparaîtrait aussitôt; et peu importe si c'est en tant qu'élu de Dieu ou des urnes populaires, s'il est désigné par son rang de noblesse ou par une révolte plébéienne, choisi pour sa beauté physique ou sa force musculaire, par la ruse ou par l'éclat de son esprit: David ou Gracchus, Ivanhoé ou Masaniello, Roland ou Richelieu.

Nous, au contraire, nous examinons la succession historique et la base productive où s'inscrit le type des rapports de reproduction sexuels. Sur ce sujet, l'exemple classique souvent rappelé est le texte d'Engels sur «L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat». Il s'agit d'un programme de parti pour arriver à l'élimination facilement prévisible de la famille, de la propriété privée et de l'Etat. Voyons donc un peu la doctrine de la fin et de l'origine du *battilocchio*.

Si nous voulons étudier les associations d'êtres vivants, il nous faut remonter non seulement aux animaux, mais jusqu'aux plantes. Avec sa puissance d'investigation et bien qu'elle soit à jamais aveuglée par la division du travail et par l'enfermement dans d'artificielles frontières de spécialisation, la science moderne a déjà accumulé dans ce domaine un important matériel. Une discipline scientifique étudiant la vie sociale des animaux existe désormais. Etudiant les espèces zoologiques dans leurs rapports entre elles et avec le milieu naturel, elle est par conséquent logiquement devenue une science historique, et elle suit le déplacement, la diffusion et la dispersion des différents types d'animaux dans les différentes régions. Mais l'étude de la flore, comme celle de la faune, grâce à la présence concomitante et par millions d'individus, de certaines espèces végétales dans différents lieux et à différentes époques, a également donné naissance non

seulement à une histoire des flores (tropicales, tempérées, glaciaires, etc.) à la surface de la terre, mais aussi à une «phytosociologie», c'est-à-dire une science des effets de l'«association» et de l'«organisation» des plantes sur les variations du type individuel, l'évolution de ses formes et de ses processus internes. Il est même remarquable (mais c'est une autre histoire) que précisément ces sciences essaient de se construire sur des théories à base mathématique; ce qui ferait bondir tous les bien-pensants à l'idée de la criminelle intrusion des méthodes mathématiques dans la prévision des faits humains, spirituels et politiques.

Désormais, même la nature inanimée a une histoire. Nous ne pensons pas seulement à la géologie qui enregistre les transformations des minéraux, des roches, des magmas et de la croûte de la sphère terrestre au cours des millénaires et pendant les temps incalculables qui précéderent l'apparition de la vie organique, ou encore à la prestigieuse astrophysique, qui a donné un âge aux «inaltérables» étoiles. La radioactivité, la découverte des composants de l'ensemble que constitue l'atome, montrent que dans certaines séquences, même lui aussi «vit» et change d'espèce, de celle des métaux les plus lourds à celle des gaz les plus évanescents. Ces passages obéissent à leur tour des lois de succession bien déterminées. Sans doute, on a beaucoup spéculé dans les milieux philosophiques sur la résistance de ce genre de phénomènes à «se laisser prévoir» et sur leur prétendue rébellion contre la causalité déterministe qui règne dans le domaine de la mécanique terrestre et céleste (voir sur ce point «Prometeo» sur le thème Marxisme et théorie de la connaissance). Bornons-nous ici à relever qu'Einstein a affirmé avoir trouvé les relations unifiant tout cela - s'avouant par là aussi déterministe que nous, marxistes - avec sa formule: «Dieu ne joue pas aux dés». Formule qui, pour les matérialistes historiques pourrait devenir: «Que les dieux et les surhommes jouent donc aux dés, si cela les amuse», car, c'est sans eux, et par les mêmes moyens et les mêmes méthodes que se mène, si difficile soit-elle, la recherche des rapports entre électrons, entre atomes, entre corps matériels, entre plantes, entre animaux, entre hommes, et le même processus immense de vie et d'histoire recueille le tout, et en trace de sûrs et grandioses itinéraires.

Les communautés primitives.

Dans la vieille polémique pour la défense de la monogamie (qu'Engels a démontré n'être qu'une des formes d'organisation familiale, forme non seulement contingente et passagère comme toutes les autres, mais qui plus est, propre à l'époque de l'actuelle «civilisation» capitaliste fondée sur l'exploitation des masses travailleuses), pour l'exalter comme la seule forme en même temps **idéale** et **naturelle** des rapports entre hommes et femmes, en plus d'invoquer les religions (quelques-unes) et le droit (ubi tu Caius...), on a prétendu que les animaux, ou au moins les plus proches de nous, étaient eux aussi monogames. Ce qui nous intéresse ici, c'est la question de savoir si, parmi les types d'organisation des sociétés animales, figure la famille et s'il existe une forme plus

large comportant un ou des chefs. Les premiers Battilocchio portaient-ils les cornes?

La forme la plus avancée de société animale, c'est la **horde**. Peu d'espèces se présentent par individus vivant isolément et ne s'accouplant que dans de brèves périodes avec le sexe opposé. Mais même dans ce cas, chez les vivipares ou au moins chez les mammifères, un premier type, simple, de forme collective est constitué par la nichée: la mère élève et dirige ses petits durant toute la période où ils ne sont pas capables de se nourrir et de se défendre. Après quoi, chacun s'en va vivre isolément. Mais comme dans de nombreuses espèces, le mâle reste à tour de rôle dans le nid ou le gîte, et qu'il contribue à élever et à défendre la race, on a voulu voir une base naturelle à l'axiome rhétorique: la famille est le fondement de la société.

Il est hors de doute que la majeure partie des animaux vit regroupée en troupes, en colonies, en essaims, et pour les plus évolués, en hordes.

Dans la **horde**, le commerce sexuel est-il libre? Ou bien, en son sein, existe-t-il la **famille**, voire la famille monogamique, c'est-à-dire, à chaque mâle correspondant sa femelle? A l'époque d'Engels même les tenants de cette thèse admettaient qu'il y avait un développement contradictoire entre **famille** et **horde**. Dès que nous passons à l'espèce humaine, nous trouvons la thèse de Morgan: la forme historique primitive est la **gens**, c'est-à-dire, en quelque sorte, une horde sans familles, avec des rapports sexuels libres. C'est en montant de l'état sauvage à la barbarie, puis à la civilisation, que s'établissent des limitations successives au lien sexuel. Au fur et à mesure que la famille devient plus **forte**, la communauté devient plus **faible**, minée par des luttes, des rivalités et des dissensions; l'égoïsme, l'individualisme, s'accroissent avec toute leur bassesse et commencent à apparaître une infinité d'oripeaux et d'épithètes civilisés.

Pour en revenir à la horde animale, mettons celle des éléphants, des antilopes, des lamas, etc., il est vraisemblable qu'y règnent une fraternité, une égalité alimentaire et dé-

A 90 ans de la conférence de Zimmerwald

(Suite de la page 3)

tes politiques et surtout l'accélération donnée par la victoire de la révolution prolétarienne en Russie et par l'effervescence révolutionnaire en Europe, pour que germe la graine semée à Zimmerwald, pour que la gauche qui s'était délimitée à ce moment devienne l'ossature d'une nouvelle Internationale et de nouveaux partis, réunissant autour d'elle les meilleurs éléments de l'ancien mouvement ouvrier et des couches qui s'éveillaient à la vie politique après la terrible épreuve de la guerre mondiale (avec, malheureusement mais inévitablement, pas mal de scories).

Si la contre-révolution emporta finalement cette troisième tentative de constitution du parti prolétarien mondial, ce n'est pas à cause de l'inflexibilité ou de la rigidité des bolcheviks, mais, dans une bonne mesure parce que leur rigidité et leur inflexibilité fut **encore insuffisante** pour empêcher la pénétration en son sein, et la victoire dans la période de reflux de la révolution, de la maladie endémique du mouvement ouvrier européen qu'on appelle opportunisme, réformisme, démocratisation, etc., bref la **collaboration entre les classes** qui, comme dit Lénine ci-dessus, s'appuie sur de profondes racines économiques dans les pays capitalistes développés. Leçon donc à ne jamais oublier et dont il faut tirer les conséquences «jusqu'au bout»!

(1) cf Lénine, Oeuvres, Tome 21, p. 357 et suivantes.

(2) ibidem, p. 397.

fensive qui, naturellement s'accompagnent du libre accouplement entre éléments des deux sexes, et d'une commune protection de ceux qui, dans le groupe, sont à l'âge tendre. Y a-t-il un chef ? Il existe des individus particuliers, des mâles adultes particulièrement vigoureux, ou même de vieux mâles que leur longue vie a doté d'une «expérience» des dangers, de la quête de nourriture et d'eau, etc. qui jouent le rôle de guide, d'avant-garde, et parfois empêchent à coup de cornes les luttes entre femelles ou entre jeunes... Rien ne nous interdit d'admettre que les dons naturels désignent ce président de la horde qui se charge d'une lourde tâche et ne prend pas forcément le meilleur morceau du repas ni la plus agréable des femelles. Il existe des types de sociétés animales dans lesquelles c'est la fonction de reproduction qui désigne le chef: la femelle chez les abeilles, un mâle dans les troupeaux où il est le seul, les gallinacés, par exemple; le type social est

alors une polygamie.

La question du rôle particulier joué par le chef du groupe ne relève évidemment pas d'après le principe d'autorité, la religion, l'éthique (que nos contradicteurs idéalistes eux-mêmes n'invoquent pas dans le domaine zoologique!), mais en prenant en compte les données du problème: l'approvisionnement en nourriture, la défense des membres du groupe contre les dangers autres que ceux de la faim et de la soif, la perpétuation de l'espèce. Même dans les formes d'association d'êtres vivants les plus simples, si minime que soit la fonction du chef, cette fonction doit se transmettre de génération en génération. Il n'y a pas de bibliothèque, d'archives, d'écoles, d'imprimerie, ni même de langage, et pourtant cette transmission se produit d'une façon ou d'une autre.

Cette **tradition** (qui signifie au sens propre transport d'un point à un autre,

transmission) est un fait physique, et il est à la base de la sélection naturelle, laissant de côté ici les problèmes physiologiques et la lente modification des organismes individuels dans l'espèce donnée. Si vous mangez avec un berger intelligent et que vous ne sachiez pas quel morceau choisir, il vous dira: *pour le mouton, le devant; pour la chèvre, l'arrière!* Qu'est-ce à dire? Ne vous effrayez pas quand on cite le berger intelligent ou le grand philosophe... incohérent.

Le mouton broute l'herbe qui est sur le sol, il pèse de tout son poids sur les membres antérieurs qui sont plus musclés, plus charnus. La chèvre gourmande et maligne aime la cime des buissons et des arbustes, elle se dresse pour les prendre en s'appuyant sur ses membres postérieurs: elle est donc maigre devant, grasse derrière. Sans avoir à consulter des manuels ni suivre des cours à l'école, le chevreau sait

qu'il doit manger les branches hautes, et l'agneau qu'il doit se courber jusqu'aux herbes. Dans le système marxiste de la théorie de la connaissance, un cul de chèvre et la consultation des *Prolégomènes à toute métaphysique future* d'Emmanuel Kant sont des fonctions analogues. Il faut savoir lire dans l'un et dans l'autre en évitant de se laisser égarer. De même qu'agneau et chevreau ne sauraient énoncer les lois de la pesanteur et de l'adaptation sélective auxquelles ils obéissent, de même le grand Kant savait syllogiser sur la raison pure, mais ne savait probablement pas choisir le bon morceau du chevreau ou du mouton: la cuisse ou l'épaule?

(A suivre)

(1) cf Plekhanov, «L'individu dans l'histoire», Oeuvres Philosophiques, Tome II

Non aux rafles, non aux expulsions! Solidarité avec les travailleurs étrangers !

Après les incendies de cet été qui ont fait des dizaines de morts parmi les prolétaires (en général africains) contraints de risquer leur vie en habitant dans ces logements insalubres parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer des logements décents ou parce qu'on ne veut nulle part d'eux, les politiciens au service de ce capitalisme **criminel** ont décidé de s'attaquer... aux sans-logis vivant dans des taudis, squattant des locaux abandonnés. Pour notre ministre de l'intérieur en effet *«il y a tout un tas de gens qui n'ont pas de papiers pour certains et qui s'entassent à Paris»*. Les coupables sont trouvés: si les prolétaires brûlent vifs, c'est bien leur faute: qu'avaient-ils besoin de s'entasser dans des locaux pourris au lieu d'habiter sainement à Neuilly?

Et depuis ce moment la police a multiplié les expulsions musclées et à grand spectacle, jetant littéralement des dizaines de familles à la rue et en profitant pour arrêter les immigrés sans-papiers. On estime à plus de 300 personnes les expulsés en un mois et demi.

L'erreur serait de voir là la seule initiative d'un Sarkozy préparant sa future campagne électorale par la multiplication des actions antiprolétariennes à poigne et par une surenchère anti-immigrés et xénophobe. Son rival politique, le premier ministre de Villepin, avait lui aussi tenu à afficher sa détermination répressive lors de son passage au ministère de l'Intérieur et il est aujourd'hui entièrement solidaire des initiatives de son ministre.

Mais les partis de gauche qui versent des larmes de crocodile sur les victimes carbonisées des incendies de cet été n'ont en réalité **rien fait** à la Mairie de Paris en faveur des prolétaires sans-logis, alors que les services municipaux estiment à plus de mille les habitations dangereuses dans Paris, alors qu'il y a plus de 100.000 demandes de logements en souffrance et que, parallèlement, des dizaines de milliers de m² d'immeubles de bureaux restent vides et que la spéculation immobilière atteint des records!

Mais pour faire véritablement quelque chose il faudrait s'attaquer aux puissants intérêts capitalistes qui sont derrière cette spéculation immobilière, autre face de la crise du logement pour les prolétaires et les couches les plus démunies de la population; il faudrait s'attaquer aux lois mêmes du capitalisme et renverser de système. Et cela on ne peut le faire dans les salons de l'Hôtel de Ville, ni le demander aux partis et organisations de gauche qui ne songent qu'à gérer et protéger ce système au lieu de le **combattre**. Engels écrivait il y a plus d'un siècle:

«L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes proportions; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de relever cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais, ou du moins qu'avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. On les démolit donc et à

leur place on construit des boutiques, des grands magasins, des bâtiments publics (...). Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie, que les logements ouvriers, et d'une façon générale les petits appartements deviennent rares et chers et que souvent même ils sont introuvables; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers».

Et donc: *«Aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou tout autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution réside dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence»* (1).

Le réformisme (ce qu'Engels et Marx appelaient à leur époque le **socialisme petit-bourgeois**, qui entendait *«remédier aux anomalies sociales afin de consolider la société bourgeoise»* - Le Manifeste) se refuse bien sûr à admettre cette conclusion. Non seulement il se refuse à l'admettre, mais il démontre tous les jours qu'il se trouve de l'autre côté de la barrière, du côté des **adversaires du prolétariat**.

Un exemple récent nous est donné à propos des expulsions. Le 11 octobre la police a expulsé par la force 8 familles africaines squattant des immeubles insalubres à Montreuil depuis 5 ans (après avoir payé un loyer pendant 2 ans au propriétaire). Bien qu'elles soient inscrites depuis des années sur les listes de demandes de logements HLM, que leurs enfants aient été reconnus souffrir de saturnisme (intoxication au plomb), aucun service social ne leur avait rien proposé.

Se retrouvant à la rue après leur expulsion, les familles occupaient alors une salle municipale voisine.

Que fit la mairie PCF de la ville? Elle appela le soir même la police pour faire expulser à grand coups de matraques (provoquant plusieurs blessés au cours des échauffourées) une deuxième fois les familles prolétariennes qui venaient d'être expulsées et qu'elle redoutait d'avoir à prendre en charge. Dans un communiqué le maire, Brard, revendiquait ensuite cette expulsion en accusant les familles d'avoir été manipulées et

en condamnant l'action de *«petits groupes activistes violents»*. La violence des CRS appelé par lui, il va sans dire qu'il la soutient...

Cette attitude du PCF n'est en rien exceptionnelle et elle rappelle d'autres cas où ces sociaux-chauvins ont eu recours à des moyens violents contre des familles de prolétaires immigrés. Dans un communiqué il vient d'ailleurs ouvertement de protester contre le fait d'avoir à apporter dans certaines villes une aide sociale à des expulsés!

Et si nous ne parlons pas du PS, c'est tout simplement parce que sa responsabilité est trop connue dans l'établissement de mesures pour renforcer les attaques contre cette catégorie de prolétaires: le premier charter de sans-papiers expulsés n'avait-il pas été l'oeuvre de la socialiste Cresson? N'est-ce pas le premier gouvernement socialiste qui avait régularisé les prisons (autrefois clandestines de travailleurs sans-papiers, comme le tristement célèbre centre d'Arcenc? N'est-ce pas Michel Rocard qui avait justifié les expulsions avec son fameux: «nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde»? Sans parler des lois Chevènement, etc., etc.

SOLIDARITÉ AVEC LES PROLÉTAIRES SANS-PAPIERS!

L'hostilité des partis de gauche envers les travailleurs immigrés, témoignage de leur nature antiprolétarienne, n'est que le reflet de la politique bourgeoise de division de la classe ouvrière entre ses différentes composantes pour mieux la paralyser et l'affaiblir. Les capitalistes ont besoin de la main d'oeuvre composée par les travailleurs étrangers et d'autre part ils ont tout intérêt à dresser les prolétaires de souche contre ceux-ci en les présentant comme une menace contre leurs emplois et leurs salaires: voir l'exemple récent du fameux plombier polonais lors du référendum sur la constitution européenne. Mais en outre il leur faut en permanence réguler du mieux possible ce volant de main d'oeuvre en fonction de leurs besoins. D'où ces tentatives continuelles et en apparence contradictoires, entre les expulsions et refoulements aux frontières (dont récemment les morts de Ceuta et Melilla et l'abandon en plein désert de candidats à l'émigration ont donné un nouveau et tragique exemple, après les affaires du même type au large des côtes italiennes) et les propositions à la Sarkozy d'établir des «quotas» d'immigrés et les projets similaires du PS.

Les prolétaires ne doivent en aucune façon rentrer dans ce jeu: les travailleurs immigrés et les candidats à l'émigration sont leurs **frères de classe** à qui ils doivent réserver toute leur solidarité. Ce ne sont pas les travailleurs étrangers qui les exploitent, les licencient, les plongent dans la précarité et les répriment, mais les capitalistes et leur Etat. Contre le capitalisme, l'unité des prolé-

taires quelle que soit leur race et leur nationalité, quel que soit leur statut administratif, est un besoin vital. Ce sont les nécessités mêmes de la lutte qui imposent au prolétariat d'unir ses rangs, de surmonter toutes les divisions que créent et attisent les bourgeois et leurs agents.

Le soutien aux travailleurs immigrés, aux sans-papiers en butte à la répression, au racisme et aux tracasseries de toutes sortes doit être **inconditionnel** si les prolétaires veulent présenter un front uni à leurs adversaires de classe: il en va des succès futurs de la lutte ouvrière.

Non aux rafles, aux expulsions, aux arrestations, aux harcèlements policiers! Régularisation de tous les sans-papiers!

Egalité complète des droits pour les travailleurs immigrés! Liberté de circulation pour les travailleurs étrangers!

Non au contrôle de l'immigration!

(1) «La question du logement», Friedrich Engels, 1872-1873

En préparation «el programa comunista» N° 46

Au sommaire:

- Lo que distingue a nuestro partido
- Europa: lupanar burgués, galera roletaria
- Crítica del C.C.I. : Introducción
- La Corriente Comunista Internacional: A contracorriente del marxismo y de la lucha de clase
- La C.C.I. o la oposición al poder revolucionario proletario.
- A propósito de cronstadt. Violencia, terror, dictadura, armas indispensables del poder proletario
- A prueba de luchas de clases: el carácter anti-proletario de las posiciones de la C.C.I. : (1) La C.C.I. contra la organización de la clase obrera (2) La C.C.I. contra las huelgas (3) A propósito de Adeshoffen, Cellatex... La C.C.I.: un ejemplo a no seguir
- El purismo como máscara de adaptación al social-chauvinismo.
- Una polémica reveladora de la C.C.I.
- La tara insuperable de los prejuicios libertarios.
- La C.C.I. o la fobia a la autoridad
- «Revolution Internationale» y sus amigos : (1) La leyenda de una «Izquierda europea» (2) La insondable profundidad del «marxismo occidental»
- ¡ El muro israelí, un negocio en oro para los burgueses palestinos !
- La matanza de proletarios continúa. Luego de Kabul, Mazar i Sharif, Bagdad,
- Falluja, Tikrit, Mosul, Estambul, Jerusalén, Jenin, Gaza, Grozny, Moscú, New York, Madrid, ahora le toca a Londres este 7 de Julio de 2005.
- ¡El terrorismo de los grandes Estados imperialistas nutre al terrorismo de los movimientos confesionales del fundamentalismo islámico!

VIE DU PARTI

RÉUNION DE LECTEURS À AIX-EN-PROVENCE: LA QUESTION SYNDICALE.

La réunion du mois de septembre avait pour thème «la question syndicale», thème qui suscite toujours des doutes parmi les lecteurs et contacts.

L'exposé a fait un historique de la question, en commençant par rappeler l'adoption de lois antisyndicales à l'époque de la révolution bourgeoise (loi Le Chapelier de 1790 en France) pour montrer les changements de position de la bourgeoisie vis-à-vis des syndicats, de l'opposition à la tolérance jusqu'à l'intégration.

Il a décrit ensuite la position de Marx dans «Salaire, prix et profit» (1865) où celui-ci explique et la nécessité et les limites de l'action syndicale, et qui se termine par la conclusion suivante qui reste valable pour toute organisation de défense économique prolétarienne: «*Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat.*»

Le matérialisme nous permet de comprendre que ce sont les déterminations éco-

nomiques qui poussent les classes à la lutte. Ce serait du pur idéalisme que de s'imaginer que le prolétariat pourrait directement passer au niveau politique en sautant par dessus les affrontements économiques, immédiats et permanents. Le prolétariat ne peut pas ne pas mener cette lutte, c'est dans cette lutte qu'il fait l'expérience de sa force, qu'il comprend la nécessité de l'union et du passage à un stade supérieur. Et pour cette lutte il a besoin d'une organisation de type syndical (quelle qu'en soit la forme concrète). C'est pourquoi nous défendons le principe de l'associationnisme ouvrier et que nous devons aider, contribuer, à tous les efforts prolétariens en ce sens, ce qui ne signifie pas défendre les organisations syndicales qui existent aujourd'hui.

Ces dernières sont en effet intégrées de manière irréversible aux structures de la collaboration entre les classes et n'ont plus rien de «classistes». Nous pouvons et nous devons militer en leur sein quand c'est possible (comme en dehors d'elles quand il y a également une possibilité) c'est-à-dire quand cela nous donne la possibilité d'entrer en contact avec des prolétaires au moins potentiellement portés à défendre leurs intérêts de classe; ce travail n'est possible qu'à la base, au contact des travailleurs du rang, et jamais dans l'appareil.

Et nous savons que si ce travail a un minimum d'effet, il se heurtera inévitablement aux orientations de l'appareil.

De façon générale toutes les associations de ce type (syndicats et autres) sont condamnées à céder à l'influence de la classe dominante si le parti de classe n'arrive pas à en prendre la tête pour en faire les **courroies de**

transmission des orientations classistes révolutionnaires: ce n'est pas une raison pour s'en détourner, mais au contraire c'est une raison pour y mener la lutte contre les influences adverses qui y sont toujours présentes sous une forme ou sous une autre (le prolétariat n'est jamais vierge) quand naissent de telles organisations.

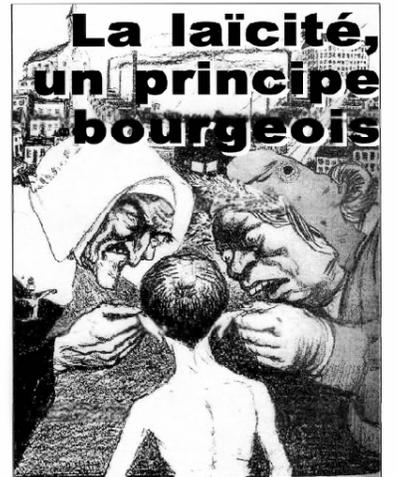
Au cours de la discussion on est revenu sur divers points: la grève générale (qui est un mot d'ordre trompeur chez beaucoup en leur permettant d'éviter le problème de la lutte indispensable pour combattre l'influence du réformisme politique et syndical), l'aristocratie ouvrière (dont l'existence est niée par beaucoup de groupes, des trotskystes au CCI), la nature de classe du corps enseignant. En ce qui concerne ce dernier, il s'agit précisément d'une couche aristocratique qui a les plus grandes difficultés en raison de sa position à se ranger dans le camp prolétarien; certaines de ses parties sont particulièrement exploitées (auxiliaires, hors statut divers) et du coup sensibles aux revendications de classe, tandis que les autres se laissent prendre au piège de la transmission du savoir, du service public, etc. et se considèrent comme membres des couches moyennes.

L'action des communistes vis-à-vis des enseignants doit consister à mettre l'accent sur les revendications communes au salariat exploité et unifiant le prolétariat sur ces bases, et non sur les revendications étroitement corporatistes et même **réactionnaires** typiques du réformisme qui exalte la «mission» démocratique de transmission du «savoir» censée se faire pour le bien de tous. Le corporatisme est partout à combattre, mais il

est particulièrement pernicieux dans le corps enseignant qui a les plus grandes difficultés à comprendre les finalités de classe de leur rôle d'éducation de la future main d'oeuvre et des futurs «citoyens» respectueux de la société bourgeoise

La laïcité, un principe bourgeois

(Brochure, format A5,
76 pages, 2 €)



- Choisir ... tu es libre ...

31

Editions programme - Brochures «le prolétaire»

GREVES EN AFRIQUE DU SUD

Si l'Afrique du Sud s'affirme de plus en plus comme l'un des Etats moteurs de l'Afrique subsaharienne et même de toute l'Afrique par son omniprésence dans les affaires politiques et diplomatiques du continent grâce à la puissance d'une économie qui connaît une certaine croissance malgré la période actuelle, la situation sociale y est beaucoup moins rose.

Officiellement, 50% de sa population vit sous le seuil de pauvreté et le chômage atteint les 26%, taux affaibli par l'existence d'un important secteur informel (bien que, selon les syndicats, ce taux serait de 40%). De fait, le mécontentement est croissant parmi les travailleurs, ce qui contraint les syndicats à prendre leurs distances par rapport à l'ANC, le parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid, qui a utilisé son prestige auprès des masses noires pour protéger le capitalisme sud-africain raciste, rapace et cynique au plus haut degré.

On assiste donc à de plus en plus de manifestations et de grèves comme celle de fin juin à l'appel du Cosatu (Congress of South African Trade Unions dont le nombre d'adhérents a chuté de 2 à 1,7 millions depuis la fin de l'apartheid). Selon le patronat elle n'aurait été suivie que par 10% de la main d'œuvre, mais elle a cependant poussé des dizaines de milliers de prolétaires de grandes entreprises, comme ceux de Volkswagen ou des mines d'AngloGold Ashanti, à quitter leur travail pour manifester dans les grandes villes, paralysant ainsi partiellement l'économie de l'ex-pays de l'apartheid.

D'autres manifestations et grèves ont eu lieu depuis, comme le 9 août où 80.000 employés municipaux se sont mis en grève pour des augmentations de salaires; dans plusieurs villes il y eut des échauffourées avec la police. Mais c'est sans aucun doute celle déclenchée le 7 août qui a été la plus intéressante. En effet, ce jour-là, après le rejet du patronat des mines d'or - liées aux plus grandes firmes mondiales et dont la production des 4 plus grosses compagnies (AngloGold Ashanti, South Deep, Harmony Gold et Gold Fields) représentant près de 90% de la production d'or et 8% de la

production brute de minerais du pays - d'accorder des augmentations de salaires de 12% (revendications du syndicat NUM) pour n'accorder que 4,5% plus des primes liées au cours de l'or, 100.000 prolétaires cessaient le travail: c'était la première grève dans ce secteur depuis celle de 1987 (dont la répression avait fait plusieurs morts). L'importance du conflit peut se mesurer aux lamentations des bourgeois selon lesquels il aurait fait perdre au pays 12 millions de dollars par jour.

Un point significatif est qu'à cette occasion le syndicat Solidarity, 10.000 adhérents en large majorité blancs, a rejoint la grève (alors que l'United Association of South Africa -16.000 membres - refusait de s'y associer) sur des revendications s'étendant aussi aux conditions de vie. Car si, pendant l'apartheid, les mineurs noirs étaient confinés dans des baraquements loin de leurs townships, aujourd'hui près des trois quart des 200.000 mineurs - chiffre croissant depuis une décennie - sont entassés dans des hôtels à au moins 6 par chambre. D'où les revendications pour de meilleures conditions de vie comme 3 par chambre au maximum, ou de pouvoir héberger leur famille, pour enrayer la propagation de la tuberculose et du sida parmi les prolétaires.

Le 11 août, après 5 jours de grève, la direction du NUM, satisfaite des concessions pourtant guère mirobolantes du patronat (augmentation des salaires de 7% et de 10% du nombre de chambres d'hôtel) appelait à la reprise du travail. En définitive le vrai résultat positif de cette grève qui touchait le principal secteur économique de l'Etat sud-africain a été la démonstration de force du mouvement qui a pu attirer y compris toute une partie de la main d'œuvre blanche en dépit des préjugés racistes hérités de l'apartheid. Préjugés qui ne peuvent disparaître du jour au lendemain, mais seulement dans de tels mouvements, quand la partie autrefois privilégiée et aristocratique de la classe ouvrière se rend compte qu'il n'y a pas d'autre voie que la lutte unitaire pour se défendre face à l'ennemi de classe commun: le capitalisme.

Grève de la faim de travailleurs polonais à St-Nazaire

L'«AFFAIRE» KLIPER

Le 21 juillet, débutait à St-Nazaire une énième affaire de non-paiement d'ouvriers importés de pays producteurs de force de travail à bas prix par les Chantiers d'Alstom Marine.

Cette fois, ce sont 13 ouvriers polonais, arrivés fin mai pour poser des câbles électriques sur un paquebot en construction, qui cessaient le travail pour exiger de leur employeur Kliper, basé à Szczecin, le paiement de leur indemnité mensuelle locale de 162 € leur assurant le minimum vital pour survivre sur place.

La détermination des ouvriers polonais fut dès le début d'autant plus grande que simultanément au non versement de leurs indemnités locales, ils apprenaient que leur salaire de 1'200 € mensuel n'était pas versé non plus en Pologne. Sachant par leurs camarades de travail que, quelques mois auparavant, d'autres ouvriers immigrés et temporaires comme eux avaient lutté avec détermination pour des problèmes similaires (certains comme les prolétaires roumains et grecs n'ont été que partiellement indemnisés) (1) et sachant aussi que quelques jours avant leur arrivée, leurs compatriotes de l'équipe précédente avaient débrayé quelques heures pour la même raison, ils n'auront aucune hésitation à poser les outils et à s'enchaîner à l'une des portes des Chantiers.

Le lendemain, comme par hasard, les 13 ouvriers polonais restant (le contremaitre s'étant enfui avec 4 autres dans l'une des camionnettes servant de navette) obtenaient une enveloppe de 13'600 € à se répartir. Ceux-ci rejetaient cette proposition piège dont le seul but était de leur faire reprendre le travail mais sans résoudre le fond de leur revendication élémentaire: être normalement payé selon leur contrat. Leur méfiance à cette aumône était d'autant plus aiguë que le «généreux» payeur n'était pas leur patron direct, mais le mandant de Kliper, la société Gestal, sous-traitant direct de Alstom Marine, qui re-sous-traite, comme d'autres, à des

sociétés basées à Gdansk (ex-fief de Solidarnosc) ou à Szczecin, pour diminuer les coûts et augmenter les profits en sous-payant les prolétaires et en ponctionnant leur salaire de retenues supplémentaires obscures et en contournant le code du travail. Kliper, dont le responsable pour ce chantier avait quitté St-Nazaire peu avant le 21, ne donnait plus signe de vie.

Un réseau de solidarité se mettait aussitôt en place pour ces électriciens, venus pour une mission de 4 mois, travaillant au minimum 50 h/semaine et logeant dans des bungalows d'un camping de la région. Encadrés par la CGT, manifestations de soutien avec banderoles et diffusions de tracts étaient organisées. Le 25, les grévistes, qui n'avaient comme seul lien avec leur patron qu'un numéro de téléphone portable, se rendaient à la mairie de la ville portuaire - qui se remémorait récemment et avec tant d'hypocrisie le cinquantième anniversaire des grandes grèves de 1955 (2) - pour se faire entendre. A l'hôtel de ville, le responsable de l'USM-CGT n'hésitait pas, comme elle continuera à le faire par la suite, à s'en prendre à la sous-traitance en cascade et à en dénoncer les raisons de son existence mais aussi à dire que «la responsabilité première (...) incombe à Kliper» ajoutant qu'«il y a également des responsabilités à d'autres niveaux. Notamment celui de Gestal, le sous-traitant de premier rang qui a signé un contrat commercial avec Kliper sans vérifier sa fiabilité». Cependant son discours épargnait largement le réel responsable, à savoir les Chantiers de l'Atlantique, dont la direction a rejoué le coup de «l'éternelle étonnée», qui choisit ses sous-traitants et leur fixe ses conditions draconiennes avec la complicité des pouvoirs publics pour des coûts toujours moindres. D'ailleurs, ce monsieur, n'appelait pas à un mouvement de solidarité avec ces travailleurs polonais et encore moins à engager une lutte ouvrière; non il demandait qu'«une enquête sérieuse» (sic !) soit faite sur cette affaire portant «atteinte aux droits du travail et aux Droits de l'Homme». L'affaire n'étant évi-

La liquidation de Flextronics (Laval)

Il est incontestable que la bourgeoisie utilise tous les moyens dont elle dispose pour travestir la funeste réalité de son système économique inique. Ainsi elle tente de masquer sournoisement les conséquences catastrophiques de sa politique afin d'en faciliter la pérennité et donc sa propre survie. Les artifices employés visent à minimiser la détérioration continue des conditions de vie du prolétariat international et l'aggravation de son exploitation: chômage croissant, précarité accrue, accidents du travail multipliés, salaires (directs et différés) rognés... Les remèdes prescrits par la bourgeoisie et acceptés (voire suggérés) par ses laquais de gauche, équivalent à un pansement sur une jambe de bois: leur but est de faire illusion en dépit de leur totale inefficacité. En voici une nouvelle preuve.

RÉCIT D'UNE LIQUIDATION ANNONCÉE

La situation de cette usine illustre parfaitement la cupidité du système capitaliste: mépris total envers le prolétariat, assorti de vaines et mystificatrices mesures en faveur de l'emploi.

Flextronics est une multinationale géante à capitaux américains dont le siège social est à Singapour, spécialisée dans la sous-traitance électronique. Elle dispose de plus de 80 sites industriels dans une trentaine de pays et l'année dernière elle a réalisé un chiffre d'affaires de 16 milliards de dollars. Dernièrement elle a racheté des usines de Nortel au Canada et au Mexique, et elle en construit actuellement d'autres en Inde.

Le site de Laval (Mayenne), construit dans les années 70 sur une superficie de 30.000 m² a tout d'abord abrité une unité de

la société Thompson, puis d'Alcatel (téléphonie mobile). Entre 1995 et 2000, Alcatel a embauché massivement: il y a eu jusqu'à 3000 emplois, en comptant les sous-traitants directs de l'usine. Mais en 2001, sous prétexte d'importants soucis financiers (spécificité capitaliste), Alcatel cède son usine de Laval et ses 830 salariés au groupe Flextronics, sans doute appâté par diverses mesures d'exonération fiscale et séduit par la relative soumission du prolétariat local à l'exploitation capitaliste: bas salaires, absentéisme réduit, précarité. Les dirigeants d'Alcatel avaient bien entendu assuré aux travailleurs que la vente de cette usine n'aurait aucune conséquence sur l'emploi. Mais on pouvait déjà constater qu'au même moment, Flextronics abandonnait son usine de Lunéville où les travailleurs se voyaient proposer une mutation en Mayenne (un «reclassement» pour les bourgeois et le code du travail, en réalité

une attaque pour les travailleurs soumis au chantage patronal).

La politique de cette société internationale a évolué vers l'implantation dans des pays à main d'oeuvre moins onéreuse, comme l'Europe de l'Est et l'Asie. Dans cette optique la fermeture de l'usine de Laval a été programmée pour 2006, alors même qu'un récent «plan social» (lire: *plan anti-ouvrier*) avait déjà éliminé 250 prolétaires, ramenant l'effectif à 493 salariés.

Fin mai une note «confidentielle» (que la direction a manifestement laissé s'égarer intentionnellement) est tombée entre les mains de la CGT: elle envisageait la fermeture du site, ou solution moins mauvaise, seulement (!) 250 licenciements. Cette réduction d'emplois aura inévitablement des conséquences importantes sur les sous-traitants; de plus l'usine de Châteaudun (et ses 360 salariés) sera menacée puisqu'elle est alimentée en composants par le site de Laval. La direction de Flextronics affirme alors haut et fort que le sauvetage de l'usine est tributaire d'un contrat avec le groupe aéronautique et militaire français Thalès (mais le directeur de Laval affirme que Thalès ne peut sauver le site). Un autre fait vient s'ajouter à cet imbroglio capitaliste: au même moment l'entreprise Thalès-communications de Laval (270 employés) annonce la fermeture de son secteur «fabrication électronique des cartes» (29 emplois). Le délégué CFE-CGC craint que ce ne soit là qu'une première étape avant la fermeture complète de l'usine en 2006. Bref, on ne sera pas étonné qu'au niveau national Thalès ait retardé la signature du fameux contrat avec Flextronics.

LES POMPIERS SOCIAUX EN ACTION

Les syndicats CGT (majoritaire) et CFDT ont bien sûr multiplié les déclarations bruyantes pour la défense de l'emploi, mais c'est évidemment pour s'engouffrer dans la voie de l'interclassisme. Leur rôle a consisté à encadrer, contrôler et anesthésier toute tentative de réaction prolétarienne digne de ce nom. Par exemple, au cours d'une des journées d'action (traduisez: de démobilitation) en faveur de l'emploi dont la CGT a le secret, un service d'ordre de ce syndicat avait été organisé pour empêcher tout débordement des travailleurs de Flextronics qui avaient déjà accompli plusieurs débrayages, alors que l'utilisation de méthodes de lutte déterminées, faisant fi des règles de l'Etat de droit, était légitime et indispensable.

Après avoir miné les velléités spontanées de résistance des prolétaires, les syndicats ont participé activement à l'élaboration de l'habituel plan social avec l'instauration et l'évaluation des indemnités de départ pour les 250 suppressions d'emplois. Les signataires de cet accord n'ont pas omis d'y adjoindre les sempiternelles et inefficaces mesures de reclassement.

La preuve de la servilité des bonzes syndicaux a été fournie par le directeur de l'usine qui s'est félicité de «l'état du dialogue avec les partenaires sociaux»: ces lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ont donc permis la sauvegarde de la paix sociale qui est indispensable pour la bonne marche de

(Suite en page 8)

demment pas réglée le 28 du fait de cette solidarité passive mise en place, les électriciens se décidaient à faire une grève de la faim en choisissant comme lieu d'action le perron de la mairie de St-Nazaire pour que «tout soit réglé ici».

Le maire PS, qui n'a pas apprécié la médiatisation de ce conflit en pleine période touristique, s'est empressé de contacter son homologue de Szczecin pour qu'il engage une action contre Kliper qui venait aussi de licencier ses salariés pour motif disciplinaire, en accusant leur mouvement d'avoir provoqué la rupture de leur contrat avec Gestal.

On était donc loin d'une grève comme il y en eut lors de la construction du Queen Mary II. Le réformisme a, cette fois, encadré sévèrement ces prolétaires étrangers pour des raisons évidemment de boutique. En effet, outre la bonzerie de la CGT qui a toujours plus de facilité à s'en prendre aux entreprises étrangères et à tenir des propos «ambigus» sur la montée de la xénophobie due à ce genre de pratiques négrières qu'est l'emploi de main d'œuvre étrangère, le quotidien social-chauvin «L'Humanité» (30/7/5) s'est fait donneur de leçon du «patriotisme d'entreprise» contre la politique gouvernementale qui limiterait cette défense de l'outil national de travail «là où commence le droit des actionnaires»!

Mais qui pourrait s'étonner de ce genre d'arguments dans un parti où, depuis très longtemps, on est français avant d'être communiste et qui a fait sa campagne pour le référendum sur la Constitution européenne en s'attaquant au «plombier» qui est justement polonais... ?

On a pu donc vite comprendre que tout le monde était prêt à se débarrasser des Polonais (comme la Préfecture de Loire Atlantique qui leur a affirmé que la situation se réglerait en Pologne), afin que le système de travail sous-payé puisse reprendre dans le silence, dans l'oubli, dans l'ombre et au plus vite sur les Chantiers. Parmi les 2'000 ouvriers travaillant en sous-traitance, au moins 400 d'entre eux, venant d'autres pays et entreprises, évoquent une situation similaire à celle de ces ouvriers des pays de l'Est, comme cet ouvrier italien qui attend 2 mois de salaire de son employeur, Imprecons, et qui ne bénéficie même pas d'un contrat de travail. Si on assiste à une mobilisation de soutien de la part de militants divers, de prolétaires de la région ou en vacances dans la région, tout est

fait pour qu'il n'y ait pas de grève de soutien, pas de lutte réelle de solidarité. La négociation est la seule perspective de l'appareil syndical et politique. La mobilisation des médiateurs et autres arbitres en tout genre sert comme à l'accoutumée à étouffer les conflits sociaux, à éloigner le spectre de toutes luttes de solidarité et en fin de compte à défendre objectivement les intérêts patronaux en garantissant le travail des ouvriers pour respecter les délais de construction et les profits des Chantiers.

C'est pour cela que la pression la plus forte est venue des institutions du Travail qui font pression sur Gestal en la menaçant de délit de marchandage, c'est-à-dire «*toute opération à but lucratif de fourniture de main d'œuvre qui a pour effet de causer un préjudice au salarié qu'elle concerne, ou d'éluider l'application des dispositions de la loi, de règlement ou de convention collective*», sanctionné par une amende de 30'000 € et/ou de 2 ans de prison. Le sous-préfet aussi va intervenir pour que le conflit soit exporté en Pologne en y renvoyant les électriciens avec, comme alibi, l'impossibilité des autorités françaises d'aller plus loin que de veiller aux respects des tarifs des heures de travail et des conditions de travail (à sa façon !), les problèmes de salaire étant à la charge des autorités polonaises.

Le 29, la situation d'enlèvement et de confusion juridique n'entraînant que la méfiance des ouvriers, ceux-ci commencent leur grève de la faim, Alstom continuant de son côté de se laver les mains du sort de ces Polonais.

Finalement, le 3, l'affaire connaît un dénouement. Les 13 vont toucher chacun l'intégralité de leur 33'215 € d'arriérés mais par Gestal qui se targue, dans ce domaine de la construction navale, d'avoir une capacité de 250'000 heures de travail annuel, ne devrait pas trop tousser de cette dépense extra, d'autant plus que Gestal se retournera avec tout ce qu'il faut d'avocats contre son sous-traitant, s'il ne peut pas déduire ses frais des factures de son sous-traitant! Le soir même, les Polonais vont alors cesser leur grève de la faim apprenant que, dans leur pays, la justice a ouvert une enquête le jour du début de leur mouvement pour étudier s'il y a ou non violation des droits contre ces prolétaires détachés. La direction de la CGT n'aura pas honte de clamer que «*quand on se bat, il est possible de gagner*».

Si la CGT appelle ça une lutte, il y aura encore beaucoup de prolétaires qui n'auront que le désespoir de la grève de la faim - dans l'indifférence compatissante de l'opportunisme - pour défendre leurs intérêts pourtant les plus élémentaires et vitaux, plutôt que de se battre collectivement, en entraînant d'autres catégories d'ouvriers, en élargissant la solidarité de classe et en rompant avec la solidarité ultra-chauvine de défense de l'outil national de travail. En somme, l'affaire va se terminer comme ceci : «*Maintenant, vous êtes payés; alors barrez-vous qu'on oublie vite cette affaire*». Car, même si on attend le feu vert de SOS Médecins qui les suivaient médicalement, leur départ vers leur pays est confirmé pour le 6 ou le 7.

En réalité c'est une victoire de façade car la vraie victoire revient aux autorités françaises qui ont affirmé qu'elles feraient tout pour que Kliper règle ses obligations mais qui ne mettront évidemment pas leur nez sur la possible répression contre les 13 qui ont vu leurs familles être menacées durant l'affaire (fait habituel lors des luttes impliquant des travailleurs délocalisés). Elle revient ensuite aux Chantiers, au carnet de commande aujourd'hui presque vide, qui va pouvoir faire perdurer dans ses prochaines affaires le «montage exotique» créé en 1997. C'est aussi la victoire de Gestal qui en avançant l'argent des salaires a justifié l'expulsion des électriciens polonais, évité les frais d'un procès et finalement certainement reçu dans les couloirs de la direction d'Alstom les satisfecit de leur client. La CGT, pour qui il s'agit d'une victoire contre Bolkenstein, pavise elle aussi, car cela lui a permis de redorer son blason à l'approche des élections de DP et de CE chez Alstom.

Mais si les 13 ouvriers de Pologne ont bien obtenu leur arriéré de salaire, par contre leur contrat est rompu aussi bien à St-Nazaire qu'en Pologne et à leur retour ils se retrouvent sans travail, mais de cela tout le monde s'en moque. Ces derniers n'ont donc que récupéré ce que les patrons leur devaient, mais ils ont perdu leur emploi. Pour eux la «victoire» a un goût amer. Ils déclineront donc l'invitation qui leur avait été faite pour la célébration leur «victoire» le 4 août.

Le bilan est simple et sûr: avec une véritable lutte ouvrière, ces ouvriers n'auraient pas eu besoin d'en arriver à l'extrémité de la grève de la faim (qui est une violence contre soi et non une violence contre l'ennemi) et

n'auraient certainement pas été renvoyés comme des pestiférés troubleurs de business.

Quant à l'affaire, énième lutte de main d'œuvre immigrée saisonnière ou au contrat à durée déterminé pour arracher le paiement des salaires, elle prouve que les prolétaires autochtones et immigrés subissent de plus en plus souvent ce genre de pratique qui se développe grâce notamment aux «contrats nouvelle embauche» du gouvernement De Villepin, très similaires finalement aux contrats de ces travailleurs polonais.

Le «non» ouvrier-chauvin du référendum sur la Constitution européenne a été une réaction contre le «plombier polonais», encouragée par tout l'arc réformiste politique et syndical; l'exemple des électriciens polonais, abandonnés à leur désespoir et isolés de leurs frères de classe, a été une conséquence pratique de cette attitude ultra-chauvine.

Le prolétariat doit rompre son isolement de catégories nationales, professionnelles, etc., il doit donc s'unir sur des positions de solidarité de classe internationalistes; c'est la condition incontournable pour qu'il puisse résister à la classe dominante qui, face aux prolétaires, ne connaît par contre pas de frontières. Les actions de médiatisations de mouvements isolés et désespérés de prolétaires - contraints au chantage de leur vie pour briser la chape de plomb du silence et de l'indifférence qui les étouffe dans leur lutte pour un salaire, un emploi, un logement, des papiers - ne sont pas une variante «possible» de la lutte de classe, elles sont une manière **d'éloigner la lutte** en propageant l'illusion aux autres travailleurs que le sort des infortunés est pris en charge par la société «démocratique» bourgeoise et tous ses rouages juridico-humanitaires et que s'impliquer soi-même comme prolétaire solidaire n'est plus nécessaire, il suffit qu'on en parle beaucoup dans les médias ...

(1) voir « Le Proletaire » n° 469

(2) De février à septembre 1955, eut lieu une grande grève dans les Chantiers de l'Atlantique. Au point fort du mouvement, 10'000 grévistes s'affrontent au patronat et aux CRS contre l'intensification des rythmes de travail et surtout pour une augmentation radicale des salaires. Leur lutte se solda par une augmentation de 22% des salaires contre les 30% demandés.

La liquidation de Flextronics (Laval)

(Suite de la page 7)

l'économie capitaliste. Flextronics était inquisite à ce sujet; la direction avait donc voulu imposer une condition à la signature des accords: qu'il n'y ait pas de conflits dans l'entreprise. Mais les dirigeants de l'usine, persuadés de la servilité et de l'efficacité des laquais syndicaux, n'ont pas fait de difficultés pour retirer cette condition: l'«honneur» (lire: trahison) des bonzes était sauf...

Confortée par cette première victoire, Flextronics continuait pendant l'été: le 8 juillet, elle annonçait un «plan de sauvegarde de l'emploi pour l'ensemble du personnel», mesure de liquidation de l'usine entrée vigueur le 13 juillet et qui s'achèvera en octobre. En attendant l'usine continuera à fonctionner jusqu'à la mi-octobre et les prolétaires à y être exploités, profit oblige, tandis que les syndicats continueront à maintenir le calme et à répandre des illusions interclassistes, comme avec la proposition de l'UD CGT au préfet d'organiser une table ronde sur l'emploi en Mayenne... Inutile de songer à eux pour organiser la lutte! Quant aux partis de gauche, en bons gérants du capitalisme, ils n'ont bien sûr pas fait mieux. Le PS a proposé de créer une cellule départementale de reclassement, tandis que le PCF faisait signer des pétitions et demandait au préfet... un moratoire sur les licenciements!

LE RECLASSEMENT: UNE ILLUSION

La législation bourgeoise prévoit dans le cas des licenciements économiques un certain nombre de mesures «en faveur» des licenciés qui se révèlent illusoire à l'usage. En bonne logique reclassement devrait vouloir dire: même salaire et même temps de travail (c'est-à-dire même exploitation). En réalité le reclassement est en règle générale synonyme de baisse de salaire, de dégradation des conditions de vie et de précarité accrue.

En fonction de la taille de l'entreprise et du nombre de licenciés différentes mesures sont proposées (imposées) aux salariés.

Le **congé de reclassement** s'adresse aux géôles capitalistes ayant au moins mille salariés. Il s'agit d'un congé d'une durée de 4 à 9 mois pendant laquelle le licencié touche 65% de son salaire; une cellule d'accompagnement est censée s'occuper de lui et des formations peuvent lui être proposées, payées par l'entreprise.

La **cellule de reclassement** concerne les entreprises d'au moins 20 employés; le sort des licenciés est confié à des sociétés privées spécialisées dans ce genre d'activité. Il s'agit d'un marché juteux où la concurrence fait rage, mais où les résultats pour les licenciés sont encore plus incertains.

Enfin depuis le premier juin existe la **convention de reclassement personnalisé** qui succède au P.A.R.E. (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi qui n'a en rien empêché la montée du chômage). Lors de l'entretien préalable au licenciement le travailleur se voit proposer cette convention qu'il a 14

jours pour accepter ou refuser. En cas d'acceptation, son contrat de travail est alors résilié (et le montant du préavis versé aux ASSEDIC), mais il touche 81% de son salaire pendant 3 mois, puis 70% pendant 5 mois, temps déduit de la durée d'indemnisation par les ASSEDIC (23 mois pour les moins de 50 ans, 36 mois pour les autres).

Selon une étude comparative, il ressort que le travailleur qui accepte cette convention y perd par rapport à celui qui se contente de l'indemnisation des ASSEDIC et de son indemnité de licenciement. Autrement dit, avec ce nouveau système les bourgeois réussissent à faire payer aux chômeurs une partie de leur reclassement éventuel: il n'y a pas de petit profit!

En outre ces diverses mesures vont dans le sens d'intensifier le flicage des chômeurs et de façon générale d'accentuer la pression et le contrôle sur eux.

Le chômage est la conséquence **inéluçable** des lois de fonctionnement du capitalisme. Il ne pourra disparaître qu'avec la disparition de ce dernier: jamais aucun plan social ni aucune mesure pour l'emploi que les gouvernements lancent continuellement n'y parviendront.

Cela ne signifie pas que les prolétaires sont condamnés à accepter avec résignation tout ce qui leur est infligé; cela signifie qu'il n'existe aucune autre solution réaliste pour résister aux attaques capitalistes, quelles qu'elles soient, que la lutte ouverte et décidée: seule la **lutte de classe** peut permettre d'arracher des concessions significatives aux capitalistes, seule elle permettra demain d'en finir avec ce mode de production inhumain!

Répression anti-prolétarienne et tentatives d'organisation indépendante à Gaza

A la rentrée scolaire au début du mois de septembre, une manifestation de chômeurs à Khan Younis (Gaza) organisée pour protester contre le refus des autorités d'accorder, malgré les promesses, la gratuité de l'enseignement à leurs enfants et où se firent jour des revendications pour l'emploi et contre les hausses de salaires que se sont généreusement attribués les hauts fonctionnaires palestiniens, s'est heurtée à une violente répression policière: grenades lacrymogènes mais aussi tirs d'intimidation à balles réelles auxquels répliquèrent par des jets de pierre les chômeurs et leurs enfants. Les affrontements auraient duré pendant plusieurs heures. A l'annonce de cette répression des manifestations de travailleurs et chômeurs ont eu lieu dans le nord de la bande de Gaza, dans les camps de Beit Lahia et Jabalya.

Les chômeurs avaient dressé depuis la veille une tente devant l'immeuble du gouverneur, (représentant officiel du Premier ministre Mahmoud Abbas) et ce haut personnage n'avait pas toléré de se faire insulter par ces derniers.

Ces manifestations ont été appelées par une jeune organisation qui a pris le nom de «Comités Ouvriers indépendants» et qui dénonce la passivité complète des syndicats officiels. Cette organisation qui s'est formalisée l'année dernière, est née des suites du mouvement des chômeurs - surtout des prolétaires ayant perdu leur emploi en Israël - qui il y a 3 ans avaient dressé des tentes de protestation dans différents endroits de la bande Gaza et dont nous avons rendu compte (1).

Ces Comités Ouvriers Indépendants qui affirment compter plusieurs milliers d'adhérents dans tout Gaza, ont indubitablement réussi à avoir une certaine audience, à en juger par la grande manifestation de plusieurs milliers de travailleurs qu'ils ont réussi à organiser à la fin mars devant le siège du Conseil législatif palestinien (manifestation complètement passée sous silence par les médias internationaux). A la suite de cette manifestation, le syndicat officiel (PGFTU) avait envoyé une lettre de dénonciation de ces Comités aux services de sécurité palesti-

niens dont voici quelques extraits:

«*Salut patriotique!* (...) *Nous voudrions vous informer que les soi-disant Comités ouvriers indépendants sont en liaison avec le Centre pour la Démocratie et les Droits Ouvriers de Dahman ainsi qu'avec le mouvement Hamas et l'Initiative Nationale Palestinienne de Mustapha Barghouti, et ce qui est étrange en la matière, c'est qu'il sont fait auprès du ministère de l'Intérieur une demande de reconnaissance comme organisation ouvrière palestinienne d'assistance. Nous voudrions vous informer que la Fédération Générale Palestinienne des syndicats a refusé de les enregistrer (...)*». Suit une liste de noms de responsables de ces Comités.

«*Les comités rassemblent des gens du Hamas, du Front Populaire et des transfuges du Fatah. Il vaut la peine de mentionner qu'ils n'ont reçu aucun permis du ministère de l'Intérieur et qu'ils publient des communiqués de presse et organisent des manifestations sans autorisation. Chacun sait que du vandalisme a été commis au Conseil législatif palestinien par la dernière manifestation organisée par les Comités ouvriers indépendants le samedi 12/3/2005 (...)*. Nous espérons que vous prendrez les mesures nécessaires à ce sujet dans l'intérêt de nos travailleurs et du mouvement syndical palestinien.

Commentaire: Nous voudrions vous informer que selon la loi sur les syndicats et le statut constitutionnel de ces derniers, les comités ouvriers sont par définition des comités établis sur les lieux de travail pour servir de lien entre l'employeur et le syndicat dont ils font partie. Les Comités ouvriers indépendants sont politisés, ils sont une organisation illégitime et se trouvent en violation avec la loi sur les syndicats» (2).

Ces syndicats officiels dont on voit clairement le caractère policier et qui revendiquent fièrement le rôle collaborationniste, sont financés directement par l'Autorité palestinienne, mais aussi par l'impérialisme international à travers d'organismes comme le Bureau International du Travail, des structures de l'ONU ainsi que des centrales syn-

dicales collaborationnistes appartenant à la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres, organisme autrefois mis en place par l'impérialisme étasunien pour chapeauter les syndicats opposés à l'influence stalinienne), comme l'AFL-CIO américaine ou la CFDT française.

Face à ce genre de syndicats, le besoin pour les prolétaires de disposer d'authentiques organisations de classe est à l'évidence fortement ressenti en Palestine et ces Comités tentent, à leur façon, d'y répondre.

Mais pour que cette réponse soit fructueuse, les prolétaires palestiniens devront, comme tous les prolétaires du monde, emprunter la voie de la réorganisation classiste, y compris sur le terrain politique, sur le terrain du **parti de classe**. Et pour commencer, ils devront réussir à résister à toutes les pressions, non seulement d'ennemis ouverts comme les bonzes de la PGFTU ou les bourgeois de l'Autorité et des grandes familles palestiniennes, mais aussi des faux amis qui cherchent à les entraîner dans leur orbite: à commencer par le Hamas qui a fait des offres d'union aux Comités, en continuant par le réformiste Mustapha Barghouti pour qui les Comités avaient appelé à voter lors de la récente élection présidentielle, sans oublier les démocrates de toute espèce (anciens ou toujours membres du Parti Communiste palestinien ou du Front Populaire) toujours prompts à offrir leurs services jamais gratuits, ni même... certaines officines étrangères expertes en manipulations les plus diverses (3).

Les obstacles sont nombreux mais ils ne pourront à la longue empêcher le prolétariat en lutte de retrouver ses armes de classe!

(1) Voir «Le Prolétaire» n° 463.

(2) Communiqué du «Democracy and Workers Rights Center in Palestine», 30/3/2005.

(3) Nous avons trouvé dans certaines publications de soutien au gouvernement israélien des appréciations positives des Comités ouvriers indépendants!

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie»/Bouquiniste, place d'Arménie / «Vents du Sud», 7 rue du Mchal Foch / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **La Mede:** Centre Cial Carrefour / **Laval:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux Librairie du Vieux Port, Quai des Belges / **Paidos**, 54 Cours Julien / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Thionville:** Maison de la Presse, 1 Place au Bois / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4ème liste 2005

A.B: 27,50 / Anonyme: 40,00 / Charles: 23,50 / L.: 70,00 / Le Meur: 159,00 / Tewfik: 77,50 / Thionville: 27,50 / Paris: 500,00. Lecteurs: 75,00 / Roger: 31,80

Total liste: 1031,80 Euros
Total général: 3009,30 Euros

Points de contact:

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs Samedi 12 novembre. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle
Paris: sur le thème: Qu'est-ce qui caractérise le PCI?, réunion le 8 octobre à 19h à l'AGECA (177, rue de Charonne)
Toulouse: Vente au marché St Sermin, tous les dimanches de 11h à 13h 30.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**